



COLLECTIF NATIONAL

Antony, les 10 et 11 novembre 1984

Rapport présenté par :

Brigitte GEOFFRIAULT
Secrétaire Nationale

Nous tenons ce Collectif National deux semaines à peine après la Deuxième Rencontre Nationale des Associations. Avec la Rencontre du 27 octobre, nous avons en effet ouvert les voies et les possibilités d'une activité nouvelle, d'une démarche plus profonde ; en clair, nous avons ouvert les voies d'un rassemblement plus large des étudiants.

Tout le montre aujourd'hui dans nos facs - de nos rentrées jusqu'au 27 octobre.

Des rentrées où nous avons fait des milliers d'adhésions porteuses de la volonté des étudiants de se rassembler, de faire des choses, de participer, de créer. C'est tout le sens des bulletins d'adhésion, des activités choisies.

Le 27 octobre c'est ce qui nous a permis de nous rendre compte de cela et ça n'est pas rien !

Le 27 octobre et ce qu'il nous permet de faire maintenant.

Ce que nous avons gagné avec le 27, ce sont des copains convaincus et déterminés sur le fond à aller dans les amphis, à discuter avec les étudiants, à les associer autour d'eux, c'est ça les chances d'élargissement considérable du rassemblement que nous avons commencé à créer depuis l'an dernier.

Notre priorité aujourd'hui est de tout faire pour aider ces copains à mettre en place réellement et jusqu'au bout leur commission, leur activité.

-O-

LA MISE EN PLACE DE NOS ASSOCIATIONS

Tout d'abord, je pense qu'il faut que nous mesurions bien toutes les potentialités créées par la journée du 27 octobre.

Plusieurs centaines d'étudiants sont repartis avec dans leur tête, la volonté et le savoir-faire pour mettre en place une activité qui les intéressait.

D'ailleurs ça a commencé à bouger sur les facs ; des initiatives se sont tenues dans beaucoup de domaines :

- à Toulouse, semaine contre l'apartheid,
- à Tolbiac, premier numéro du journal, sortie en début de semaine,
- à Paris XIII, on prépare activement le prochain séjour de ski,
- à Aix, réunion de la commission aide sociale, porte à porte en cité,
- à Paris, première réunion du ciné-club parisien de l'UNEF,
- à Orléans, élections de délégués d'amphis en droit, sciences éco, AES.

Ces quelques exemples montrent que l'on peut avancer très vite dans la mise en place de nos commissions. Pour la première fois dans l'UNEF, nous arrivons, dans la presque totalité de nos AGE à passer le cap du 1er novembre, de la rentrée, à mettre en place des activités très concrètes autour desquelles nous associons des étudiants.

Et en plus, nous le faisons - je dirais presque - facilement : il nous suffit de proposer une réunion de la commission "une telle" pour y voir des étudiants très motivés et commencer à lancer des choses avec eux.

Nous commençons à changer le climat sur nos facs en profondeur, à d'une part élever le niveau des aspirations des étudiants face à leurs études et face à leur vie d'étudiant et d'autre part à faire intervenir beaucoup plus d'étudiants quotidiennement, sur ce qui les intéresse.

Mais cette période risque de ne pas durer : nous en avons déjà fait la preuve, nous le voyons encore maintenant, le 1er trimestre et en particulier le mois de novembre sont les moments les plus propices pour mettre en place des activités :

- les étudiants ont le temps, ils ne sont pas encore stressés par l'approche de leurs examens, de plus, ils ont envie de faire beaucoup de choses et ne sont pas encore étouffés par l'isolement, le repli sur soi.

Il faut donc que nous mesurions bien tout l'enjeu de ce trimestre pour la mise en place des commissions de l'association et que nous prenions les mesures nécessaires à la fois pour réunir nos commissions et à la fois pour que ces commissions aient une activité durable dans le temps.

Pour cela je propose que le C.N. prenne un certain nombre de décisions :

- 1 - Faire partir l'UNEF INFORM qui rend compte du 27,
- 2 - Associer à cet UNEF INFORM un courrier par secteur d'activité dans lequel on fait le point des propositions d'activités de l'association et qui convoque à la prochaine réunion de la commission.

Réunir les commissions de l'association :

Nous l'avons vu, cela nous permet de passer un cap décisif. Il nous faut donc dans la période réunir encore plus de commissions.

Quand nous réunissons nos associations par exemple, il faut que nous proposons de tenir la fin de la réunion par commission avec les quelques personnes qui sont là et en fonction de ce qui les intéresse.

Il ne s'agit pas en effet, de lancer des commissions sur tout et n'importe quoi mais plutôt de serrier quelques problèmes, quelques thèmes d'intervention peut être plus urgents (par ex. polys, annales, oeuvres, journal, animation).

En effet, je crois qu'il faut que l'on ait le souci pour chaque commission de déboucher très rapidement sur quelque chose de concret, de palpable pour les étudiants et ce afin de leur faire la preuve le plus rapidement possible qu'en s'organisant on gagne, on change concrètement la vie sur la fac.

Il faut aussi que nous veillions bien à la bataille publique de la commission, à la façon dont elle associe toujours plus d'étudiants : car la tentation est grande quand on est 5/6 et qu'à 5/6 la commission fonctionne bien, de ne pas chercher à élargir.

Or si nous n'avons pas des nouveaux étudiants qui arrivent avec leurs idées, leurs expériences ..., à terme la commission risque de se scléroser, de "tourner en rond", en quelque sorte.

Il faut donc proposer par exemple, que lors de chaque commission, des étudiants soient chargés, qui d'écrire un article pour le journal, qui de faire une affiche de compte rendu pour la coop ou la cafet.

Ensuite, il nous faut prendre un certain nombre de mesures pour que ces commissions aient une activité durable dans le temps.

Pour cela, il y a à mon avis, plusieurs choses à voir :

- 1 - avoir une suivie du bureau d'AGE, en particulier que chaque copain de bureau d'AGE soit chargé d'un secteur d'activité particulier,
- 2 - élire un bureau de l'association qui regroupe président, secrétaire, trésorier, plus une personne au moins par commission qui ait pour principale tâche, de veiller au fonctionnement de l'association dans son ensemble, de la coordination entre les différentes commissions, du fonctionnement et du développement des commissions.

Mais pour avoir des commissions qui fonctionnent bien, il faut aussi que nous prenions un certain nombre de mesures au niveau national afin d'aider au mieux les copains des AGE.

Pour cela nous proposons :

- 1) Que chaque membre du B.N. soit responsable d'une tâche particulière,
- 2) Qu'à chaque C.N., on se réunisse par activité pour faire le point de ce qui a été fait, de ce qui est prévu et de l'aide qu'il faudra apporter aux associations.

Et ça, je pense que cela implique une troisième décision :

- 3) Que lorsque l'on vient au Collectif National on n'y vienne plus les mains vides, mais avec un point précis de ce qui est prévu, par secteur d'activité dans son AGE.

Ex. sur l'animation :

un questionnaire est prévu pour faire le point afin de préparer les prochaines entrevues avec la Ligue de l'Enseignement et l'UNESCO.

Ce n'est pas le premier (il y en a eu un en juin) mais, cela ne doit pas être le dernier. Sinon il n'y aura pas de suivie et pas d'aide aux AGE dans la mise en place de leurs activités.

Aujourd'hui, c'est bien une question qui se pose dans les Universités ; le Chômage avec une reprise ascendante ne permet pas d'entrevoir sereinement les possibilités de débouchés. Mais bien plus, comment parler de progrès alors que des secteurs industriels entiers sont cassés, destabilisés. Alors que des millions d'étudiants, de cadres, d'ingénieurs, pourraient avec tout le savoir accumulé, l'expérience, être le point d'appui d'un développement sans précédent, de richesses nécessaires à tous ceux qui en ont besoin.

Que penser lorsque étudiant lorrain, on réduit le potentiel industriel d'une région entière ?

Que penser dans les facs de sciences de Bretagne, l'IUT de Lannion lorsque au même moment la filière téléphone de la région voit réduire des emplois de cadres, d'ingénieurs les plus qualifiés et qu'on n'explique pas que la communication, la téléphonie, ne sont pas des secteurs d'avenir.

Faire des études, les réussir, cela coûte de l'argent aux étudiants c'est sûr. Ils sont d'ailleurs de plus en plus sollicités. Hausse des droits d'inscription, hausse de la sécurité étudiante, bien au-dessus de l'inflation, hausse réduite du ticket de R.U., arrachée de haute lutte alors que la prévision était de 11,50 F. à la rentrée 84. C'était mettre en oeuvre ce que certains ont appelé la vérité des prix ; tout faire payer à l'étudiant.

En regardant un peu en arrière on s'en rend bien compte. Car qu'est-ce qui a avancé à l'Université sinon ce que les étudiants ont eux-mêmes fait avancer ! La loi des enseignements supérieurs avec la bataille du printemps 82, la hausse limitée du ticket avec les boycotts de R.U. et quantité d'autres choses qui ont beaucoup plus une expression locale, et c'est bien normal, que nationale.

Et c'est cela, c'est cette activité qui permet de prendre la mesure de ce qui fait notre vie d'étudiant.

L'attachement aux études, la volonté d'être bien formé à un métier, d'obtenir une bonne qualification, c'est sans doute une des questions qui motive le plus sous diverses formes notre intervention.

Et pourtant, à l'heure des restrictions budgétaires, du peu de moyens débloqués pour la réforme, chacun commence à prendre conscience en agissant, que notre enseignement, ce n'est pas la panacée, ce n'est pas ce qui permet au plus grand nombre d'acquiescer un métier qui soit utile, une qualification qui permette le développement de notre pays.

En contrepartie, l'Etat devait développer l'aide directe. Mais qu'on y regarde de plus près. Cet argent, les subventions gouvernementales, d'où viennent-elles si ce n'est de la fiscalité. Une fiscalité dont on dit souvent qu'elle fait payer plus ceux qui travaillent que ceux qui ne vivent que de leur fortune.

Et c'est en ce sens que tout le monde du travail, les étudiants, sont intéressés par le développement de l'aide sociale, des oeuvres universitaires.

Car aujourd'hui, certains découvrent que les oeuvres sont au bord de la faillite, que rien ne va plus au C.N.O. Ce n'est pas la réalité. Le véritable problème, et notre activité nous a permis grâce aux enquêtes et questionnaires de le mettre en avant, c'est l'inadéquation entre les oeuvres universitaires et les étudiants. C'est leur gestion qui ne permet pas au plus grand nombre d'étudiants et en particulier les plus défavorisés d'en profiter. Là-encore, il suffit de regarder en arrière.

Entre 1960 et 1970, les oeuvres après leur création en 1955 ont connu un très important développement.

Le nombre d'étudiants, le nombre de diplômés, le pourcentage d'enfants d'ouvriers et d'employés a progressé dans la même proportion. Tout a doublé. Après 1970, plus de construction de cités, moins de crédits de maintenance, des aides de l'état en-dessous de l'inflation ! Eh bien, le résultat ne s'est pas fait attendre. Même si le nombre d'étudiants a beaucoup augmenté, il y a autant d'étudiants en 2ème cycle en 1983 qu'en 1973, la proportion d'enfants d'ouvriers et d'employés est la même en 81 qu'en 70.

L'Université française a régressé par rapport aux autres Universités du monde. Et cette question c'est le problème de tous les étudiants, c'est aussi le problème de l'ensemble de ceux qui travaillent, qui veulent garder leur emploi et voir se développer l'industrie et l'ensemble de ce qui est créé pour permettre aux hommes de mieux vivre.

Développer les oeuvres, donner des moyens pour la formation, gagner des emplois qualifiés, ça c'est l'innovation, c'est la voie de l'avenir. Et ça, les étudiants commencent, dans leurs activités concrètes à le prendre en compte. Plus ça va, plus ce sont eux qui construisent, agissent pour mettre en place ce qui fait défaut. Ça, c'est porteur d'avenir, de progrès.

L'avenir pour beaucoup d'étudiants c'est directement lié à ce qu'ils commencent à faire dans cette rentrée.

Avec ce premier trimestre 84, chaque fac commence à connaître un foisonnement d'activités. Le nombre d'étudiants qui ont pu jusqu'ici participer à un niveau quelconque à la vie de leur amphi s'élargit de façon considérable. Et cela parce que notre intervention s'est aussi diversifiée : du journal d'association à la mise en place de la CAEL, en passant par les actions sur les bourses, l'accueil des étudiants, les initiatives de solidarité et de coopération internationale, les fêtes ... Faisons le bilan du nombre d'étudiants que cela a touché ! Réfléchissons à ce que cela veut dire comme changement à la fac quantitatif et qualitatif, comme vécu différent, songeons au nombre d'abandons que nous avons pu empêcher avec cela.

Et pourtant ! Pourtant, la crise avance, les perspectives de débouchés se ferment lorsqu'on sait que le chômage des cadres a augmenté de près de 20 % en septembre.

La vie est plus dure, plus chère ; ce n'est pas une augmentation de bourses qui compensera la perte de salaire dans la famille quand le père ou la mère a été licencié.

Lorsque les jeunes autour de nous, nos potes, qui ne sont pas en fac se retrouvent au chômage ou dans des TUC ou des boulots saisonniers, déqualifiés, c'est difficile de s'imaginer trouver un travail, un vrai ! Un travail où on peut se réaliser, s'épanouir, où on a des responsabilités, où on est utile à quelque chose : un travail qui valorise les êtres humains. Dans un pays où on recommence à jeter comme des kleenex des femmes, des hommes, des jeunes avec leurs compétences par centaines de milliers, comment ne pas être déçu, conduit à abandonner les études ou placé en situation d'échec ? Comment comprendre ce discours sur une modernisation comme un grand mythe intouchable qui règle tout pour demain pendant qu'il exige aujourd'hui son tribut d'êtres humains, sacrifiés ?

Avoir un métier, une formation, un emploi, c'est vrai plus que jamais, c'est ce que nous disons et criions au congrès de Gardanne : "LES ETUDIANTS POUR L'EMPLOI ET POUR LES DEBOUCHES". Construire une Université nouvelle qui réponde aux aspirations des étudiants c'est cela.

Pour autant, il est nécessaire d'envisager ce qui a avancé par rapport à nos objectifs, et ce qui reste à faire. Nous partons d'une Université qui dans son ensemble gâche les hommes par l'échec et l'abandon, comme on peut gâcher les hommes dans des entreprises quand on les licencie. Nous partons d'une Université qui exclut 8 millions de jeunes par la sélection sociale et pas seulement avant le passage du bac, mais aussi entre son obtention et l'inscription, entre l'inscription administrative et l'inscription pédagogique, entre celle-ci et le passage des partiels, entre les partiels et les examens.

Alors, est-ce cela qui va continuer à dominer ? Qu'est-ce qui graduellement change, peut changer et inverser la tendance afin que peu à peu ce ne soit plus le gaspillage des compétences, la négation des hommes qui dominant.

Regardons ce qu'il en est. Nous nous sommes battus pour transformer les premiers cycles : nouveaux diplômes, nouveaux contenus, nouvelles formations, nouveau recrutement des étudiants. Et bien je pense que si nous avons beaucoup avancé, beaucoup gagné, cela reste fragile, et cela pour deux raisons.

La première c'est que la proportion d'UER touchées par la réforme n'est pas suffisante pour faire que cela soient ces UER qui donnent le "ton", la "couleur", la norme de l'Université. On le voit par exemple sur l'accueil et les premières semaines de cours "d'initiation" : on sent très fort l'influence de ce qui se fait à côté, dans l'UER où on ne réforme pas, on sent très fort que l'on veut respecter une norme et, pour employer un langage à la mode, on est loin d'innover suffisamment ! On le voit d'ailleurs dans les réactions tièdes d'un certain nombre d'étudiants de première année vis-à-vis de ces premiers cours.

Devons-nous pour autant "cracher" sur ce que nous avons obtenu, sur ce qu'il est de règle d'appeler nos "acquis" ? Je ne le pense pas, ce serait suicidaire pour le mouvement étudiant. D'autant que certaines innovations, et non des moindres, ont été plus que positives pour nombre d'étudiants. Il s'agit surtout de l'accueil dont la plupart sortent avec un mot à la bouche : "super !".

Tout cela est normal, nous voulons passer à une Université totalement différente et ça ne se fait pas comme ça. cela dépend de nous : ou on régresse, ou on développe, et là-dessus rien n'est gagné. cela ne peut se faire qu'avec l'intervention des étudiants, qui par parenthèse, n'est pas reconnue comme normale par un Ministère qui fait en sorte qu'il n'y ait pas d'élections universitaires cette année

La deuxième raison de cette fragilité tient à la conception qui domine dans le pays concernant le système de formation, et même les entreprises. En résumé : on reconnaît l'importance de la formation mais son importance pour rechercher la meilleure "rentabilité financière".

Nous sommes dans un pays où ce qui domine ce n'est pas : "développer tous les êtres humains" mais "faire du fric et, si on peut, améliorer la vie" c'est-à-dire : faire du fric pour du fric.

Cela pèse d'autant plus en période de crise et les pressions qui se sont exercées sur l'ensemble de la politique gouvernementale dans les sens d'une "pseudo rigueur" n'ont pas épargné l'Université.

Ainsi, on en vient à reculer la mise en place de moyens. Par exemple dans un domaine jugé déterminant : le budget de l'Education Nationale réduit de 8,8 % les achats de moyens informatiques. Par exemple les dépenses ouvertes dans le cadre de la mise en place des réformes ne sont pas assurées d'être toutes couvertes dans l'état présent des choses. Sans citer les difficultés que nous avons connues quant aux heures complémentaires.

Cela est peut être plus perceptible, avec des contradictions, dans le domaine de l'aide sociale.

En effet :

- L'aide sociale ^{est} déterminante pour une Université de masse,
- l'aide sociale ne peut se faire sans moyens.

Développer l'aide sociale, c'est développer l'Université, Des mesures positives sont prises.

Hausse des bourses, du nombre de boursiers, blocage des tarifs en 1982, en même temps on réduit la hausse pour l'an prochain en-dessous du taux d'inflation et on refuse de discuter avec les étudiants, on décide des échéances sans eux.

De la même façon on a une hausse sans précédent du prix du ticket de R.U. et cette année on réduit cette hausse, on accepte le principe de la carte d'abonnement, mais on refuse d'en discuter. Sont-ce des incohérences ?

Sur le fond, il semblerait qu'on s'oriente vers une privatisation des oeuvres :

- . dans les restau-U,
- . dans l'animation avec une "urbanisation" piégée des cités-U : **implanter des épiceries, des cinémas Gaumont,**
- . par la remise, pour des raisons de chapelle, de la gestion des cités-U à certaines associations (bien liées à l'U.I.D.)

Pour cela, on nie :

- . la place des étudiants dans les décisions : l'idée étant d'en avoir de moins en moins dans les structures où l'on décide,
- . ce qu'ont fait les étudiants, ce qui est positif : le secteur associatif, les ciné-clubs, les coopératives ...

Parallèlement **une concentration de l'aide sociale sur un plus petit nombre d'étudiants ; mieux aidés mais moins nombreux.**

Quelle aberration, quelle folie, même d'avoir cédé sous les pressions : les vieilles recettes, il n'en faut plus, nous n'avons plus d'illusions. Chaque fois qu'on a touché aux oeuvres, on a atteint gravement le système universitaire français et il a régressé que ce soit dans une courte période au début des années 50 ou bien plus avec mai 68 et l'entrée dans la crise !

Quelles illusions de croire qu'on peut répondre aux immenses besoins sociaux, économiques bref humains de notre pays à ceux des pays du tiers-monde envers lesquels nous avons des responsabilités : faire tout cela en laissant 8 millions de jeunes sur la touche, en laissant des millions de travailleurs sans formation continue !

Poser ces exigences, c'est déjà voir que l'on fait trop petit, beaucoup trop petit ! Ne prenez pas les choses par le petit bout, messieurs. Vous devez nous écouter ! Telle est la responsabilité que nous avons vis-à-vis de choses qui auront des conséquences sur l'histoire du pays : n'hésitons pas **L'ENJEU ET NOS RESPONSABILITES SONT HISTORIQUES.**

LA LOGIQUE DE CE QUI S'EST FAIT

Tout ce qui vient d'être dit, le bilan de ce qui s'est fait obéit à une logique. Une logique qui n'est pas cartésienne, mais plutôt contradictoire. Cette logique sur l'aide sociale par exemple, n'est pas celle à laquelle obéissait Saunier-Séité même si par certaines de ces mesures elle va plus loin.

Pour illustrer cette logique je reprendrai les propos de Jean-Pierre CHEVENEMENT dans son discours devant la conférence des présidents :

"Il s'agit de former le plus grand nombre mais dans la qualité. D'aucuns y verront relancé le débat entre formation des élites et des Universités de masse.

Ce débat m'est apparu dépassé compte tenu de ce qu'est notre système universitaire.

La France a été comme chacun sait, l'un des premiers pays à vouloir façonner une élite formée par un système d'enseignement supérieur ouvert à tous.

On voit bien là les contradictions de cette logique : un élitisme de masse. Deux choses qui ne sont pas viables ensemble, l'une étant appelée à tuer l'autre.

On retrouve cette logique contradictoire dans des décisions telles la mise en place d'un comité national d'évaluation. Il s'agit d'un comité qui aurait pour but d'évaluer la valeur des établissements universitaires, cela pour une amélioration de leurs services, un développement. Mais dans le même temps, parce que ce comité rendrait publics ses travaux.

. l'évaluation des Universités, leur classement, créent la possibilité d'existence de facs d'élites et de facs poubelles.

. L'UNEF s'est exprimée en CNESER sur ce projet notamment sur la notion d'évaluation et ses risques et également sur sa composition, la nomination par le Président de la République.

Cet exemple révèle bien la dualité formation élitiste, formation de masse, de qualité. Je le disais précédemment un élitisme de masse ce n'est pas viable, l'une étant appelée à tuer l'autre.

Dans ce même ordre d'idées, on peut aborder la question des oeuvres sociales.

L'aide sociale aux étudiants est liée à la démocratisation de l'enseignement supérieur. En effet, les oeuvres ont été créées en 55, à un moment où il y a eu démocratisation de l'enseignement supérieur ; arrivée à l'Université d'enfants des classes défavorisées. cette démocratisation est en lien direct avec les besoins de l'économie de l'époque. Année 60, augmentation des oeuvres. On assiste pendant toute une période à peu près jusqu'en 68 au développement de l'aide sociale. A partir de 68, les conditions économiques ne sont plus les mêmes, les conceptions d'élitisme apparaissent et petit à petit c'est aux oeuvres qu'on s'en prend - dernière cité universitaire construire. Toute la politique qui va suivre dont celle de Saunier-Seïté sera marquée par cette volonté de casser les oeuvres, non pas casser les oeuvres pour casser l'es oeuvres, mais répondre à des impératifs économiques, politiques ; remise en question de l'Université de masse qualifiante, au profit d'une Université d'élite : un petit nombre pouvant accéder à des postes de responsabilité pour le pays, pour son développement et un grand nombre avec en son sein des étudiants aux formations déqualifiantes (lettres) fait pour subir et suivre.

L'ambition de Saunier-Seïté c'était de fermer l'Université aux enfants des classes défavorisées. Pour les oeuvres universitaires, cela se traduisait par un retard énorme de l'augmentation du taux des bourses et du nombre de boursiers. Son but c'était supprimer l'aide sociale directe.

Aucun travaux n'avait été effectué dans les cités, les crédits d'équipement étaient en baisse alors que le prix du ticket de R.U. était en augmentation.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 81, c'est une logique différente qui a conduit à la revalorisation des bourses et à une augmentation du nombre des boursiers, à des mesures en faveur des plus défavorisés (40 millions pour lesquelles nous ne sommes pas étrangers.

Des difficultés persistent néanmoins mais avec la loi sur l'enseignement supérieur et notamment la réforme du 1er cycle, la volonté est affirmée dans de grands objectifs :

- . Former une grande masse d'étudiants et les former mieux (formation professionnelle),

- . Ouvrir l'Université sur le pays ...

La politique sur l'aide sociale, sur les oeuvres n'est pas coupée de cette loi sur l'enseignement supérieur, puisque la réforme des oeuvres c'est l'article 49 de la loi d'orientation.

Après ces petits rappels historiques visant à montrer que ce qu'il advient de l'aide sociale est directement lié à une politique universitaire globale, elle-même dépendante de la politique économique du pays à un moment donné.

A ce sujet, je voudrais en venir à la situation actuelle sur les oeuvres.

C'est une situation contradictoire. Dans les faits depuis 81 on a une revalorisation de l'aide sociale directe puisqu'à plusieurs reprises les bourses ont augmenté, le nombre de boursiers également, mais dans le même temps depuis plusieurs années, on hésite sur ce que doit être la réforme des oeuvres et pourtant petit à petit les choses gagnent du terrain :

- . Augmentation du ticket de R.U.,
- . Fast food,
- . Profit au détriment des usagers,

Aujourd'hui, la négociation sur la réforme des oeuvres n'a pas commencé, elle commencera le 30 Novembre et s'achèvera le 15 décembre, mais même si cette négociation n'a pas commencé, les prémisses en sont fixés.

- Le Ministère prévoit l'urbanisation des campus (ciné Gaumont, cafet privées, privatisation des R.U. ...),

- Logements sociaux pour étudiants gérés par des associations locale.

Pour schématiser, l'augmentation des bourses correspond à l'ouverture de l'Université, à la possibilité de construire cette Université de masse, mais ce n'est pas une condition suffisante, car la privatisation des restau-U, les difficultés économiques croissantes, diminution du pouvoir d'achat ; le budget 85 qui prévoit une diminution de 8,8% des dépenses de matériel informatique et une diminution de 10,46 % des subventions d'équipement universitaires, médical, social et culturel.

A travers ces mesures deux blocs s'affrontent : élitisme ou Université de masse. La question est posée, mais les réponses tendent plus vers l'élitisme que vers l'Université de masse d'autant plus que sur les bourses l'augmentation prévue pour l'an prochain n'est que de 5 %.

L'Université de masse, l'Université nouvelle, c'est notre projet mais réussir cela, signifie créer le rapport de force pour le projet.

Mettre en échec l'Université d'élite c'est repousser l'achec et l'abandon, gagner une véritable aide mais pour construire cette Université de masse, il nous faut un rassemblement de masse.

NOTRE DEMARCHE :

Les étudiants en tant qu'individus et en tant que collectivité sont une force de réflexion, de propositions et d'actions. Ensemble, parce que nous voulons tous une formation meilleure, ouverte sur les réalités économiques, sociales de notre région, du pays, parce que nous voulons des campus plus vivants, animés, parce que nous étudions pour notre avenir, parce que en trois mots nous voulons construire l'université nouvelle, nous représentons l'avenir de l'Université.

En effet, sur toutes les questions, les étudiants ont leur mot à dire et ce mot, il ne tient qu'à nous pour qu'il soit un élément transformateur de la vie de l'Université. Prenons trois exemples :

- 1 - L'Université informe très mal, les étudiants n'ont pas de lien entre-eux, et bien, c'est ensemble que d'Aix à Paris XIII en passant par Limoges, les étudiants créent leur journal, se donnent les moyens d'informer, de proposer et d'agir. C'est cette solidarité étudiante qui permet de créer un rapport de force permettant d'influer immédiatement sur notre vie à la fac.
- 2 - Notre formation ne tient pas compte des réalités économiques, et bien c'est ensemble que nous avons gagné l'idée d'ouverture sur le monde professionnel, c'est ensemble que les étudiants organisent les visites d'entreprises, les débats, c'est ensemble que nous avançons pas à pas sur cette question, il n'y a qu'à voir les initiatives prévues du 27 à Montpellier en passant par Orléans, oui, nous changeons déjà le contenu de nos études.
- 3 - Des campus comme véritable désert culturel et là aussi c'est ensemble que les étudiants créent leur ciné-club, le tournoi d'échecs, la commission théâtre... C'est bien ensemble que nous donnons vie à nos campus, il ne tient qu'à nous d'aller encore plus loin.

J'ai pris ces trois exemplaires pour que les choses soient claires. Nous ne voulons pas, parce que nous sommes les dirigeants de l'UNEF décider pour les étudiants. Il n'a jamais et ne sera jamais question d'imposer, de plaquer des objectifs, des propositions statiques sur le mouvement étudiant.

Notre volonté, notre orientation va dans le sens d'un débat avec l'ensemble des étudiants, sur des situations précises, avec la volonté d'être une véritable force de décision. c'est avec tous ceux qui veulent animer leur fac, améliorer leur formation, prendre leur place dans la gestion de l'Université que nous voulons agir. Il n'y a pas de limite à notre action à partir du moment où nous associons chaque étudiant sur des questions très diverses pour changer tout de suite, au jour le jour les carences de l'Université. Notre démarche est la bonne, les délégués du 69^e Congrès l'ont élaboré, les exemples précédents ont montré que cette démarche était celle des étudiants, aujourd'hui allons plus loin, rassemblons tous les étudiants susceptibles d'agir pour l'Université nouvelle. Se rassembler, c'est donner plus de poids à nos actions, c'est affiner notre réflexion, c'est faire des propositions constructives, c'est donner le moyen à chaque étudiant de réaliser ses aspirations. Nous le savons tous, nous en avons tous conscience, utilisons au maximum la capacité des étudiants à transformer les "clichés figés" de l'Université actuelle. Nous le faisons déjà, à Lyon, ce sont des centaines d'étudiants boursiers qui gagnent le paiement du premier terme des bourses au 15 octobre ; à Paris XIII, ce sont les étudiants du CSP qui font leur journal. Partout de la plus petite fac à la plus grosse, le débat est lancé par des dizaines et des dizaines d'étudiants. Le 27 Octobre, 15 jours après la rentrée n'est-ce qui a été frappant "on commencé à en parler dans les T.D. ..." "le climat était bon" "ça discutait au R.U." et la preuve en est ; jusqu'au dernier jour le nombre d'inscrits n'a cessé d'augmenter.

Et bien oui, le débat est lancé, les étudiants discutent, ensemble décidons d'agir sur chaque question qui nous concerne.

Nous devons donner à chaque étudiant le moyen de répondre aux nombreuses questions que l'Université ne satisfait pas. Ce moyen c'est la démarche collective, c'est se rassembler, proposer, lutter et gagner avec l'ensemble des étudiants.

Qu'on mesure bien aujourd'hui où l'on en est sur cette question. Pour la première fois, en partant de ce que veulent les étudiants, nous mettons en place du solide dans les facs. Ce qu'on est en train de faire, c'est concrètement la réalisation d'un rassemblement sans comparaison avec tout ce qu'on a fait jusqu'ici. Intervenir sur toutes les questions qui concernent les facs, les études, l'animation, les loisirs, le sport, la coopération internationale, permettre à des centaines d'étudiants de prendre les choses en main, c'est pleinement ce qui correspond à la situation d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'obtenir un accord des étudiants en leur demandant d'agir sur nos propositions, mais bien de se donner les moyens que chacun en partant de ses aspirations fasse fonctionner la commission.

Cela m'amène naturellement à voir comment on fait à partir d'aujourd'hui.

Tout d'abord : il faut avoir bien en tête le 27, c'est sur des activités bien précises que les étudiants ont participé aux différents forums, avec la volonté de partager tous ce qu'ils ont vu et appris avec leurs copains de T.D., d'amphi. Trois choses paraissent donc indispensables :

1 - Mettre en place les commissions

C'est le meilleur moyen pour que chaque étudiant prenne toute sa place, sur une question, au sein de l'Université.

C'est s'assurer que chaque étudiant puisse intervenir, être une force de proposition, de décision.

Créer la commission, c'est agir concrètement, c'est changer au quotidien notre vie à la fac. Que ce soit pour le sport, l'animation ou les fameux journaux d'association, c'est par centaines que les étudiants ont le besoin d'agir sur ces questions. Allons les voir, posons la question franchement et c'est tout de suite que 5, 10, ou 50 étudiants agissent sur une question en créant la commission. Tous les participants du 27 en ont conscience, aller voir les étudiants pour ensemble décider de monter le ciné-club ou pour sortir le numéro 1 du journal, c'est cela notre démarche, c'est cela que les étudiants attendent.

2 - A partir de là, rien ne nous empêche ^{de faire} l'assemblée générale constitutive de l'association. Dans chaque amphi, sur toutes les questions, il y a des étudiants qui attendent pour agir. L'association c'est le moyen d'agir, c'est le moyen de créer les commissions, c'est le moyen de gagner que 10 % des étudiants soient exonérés des droits d'inscription. C'est le moyen de sortir le N°1 du journal.

C'est le moyen de gagner les T.D. de salariés,

C'est le moyen d'organiser un tournoi de foot ou d'échecs,

C'est le moyen pour que chaque étudiant avec les autres construise du neuf.

L'assemblée générale constitutive de l'association, il nous faut la décider partout et tout de suite. N'hésitons plus, avec le 27 nous avons de quoi créer des associations dans chaque amphi, il nous faut le décider !

3 - Cela m'amène à parler des délégués de T.D. et des correspondants CAEL

Les délégués de T.D., les correspondants CAEL, c'est le moyen d'agir sur le plus petit problème qui se pose, de la commande groupée de bouquins à l'obtention d'une salle de T.D., c'est permettre aux étudiants de se rassembler dans leur T.D. et de gagner ensemble. Je ne développe pas, on en discutera, mais vraiment, le seul moyen pour que les étudiants soient informés rapidement, répondent aux problèmes, aux difficultés de la vie de tous les jours, c'est que dans chaque T.D. on se donne les moyens d'avoir des étudiants responsables. Et cela, en passant par le correspondant du journal, au correspondant CAEL et au délégué de T.D. C'est ces étudiants - là qui permettent d'avoir une démarche collective au cœur même des T.D.

A travers ces trois points, on voit bien que c'est des milliers d'étudiants qui se rassemblent pour changer leur vie à la fac chaque jour et par delà construire une Université nouvelle. Tous ces rassemblements se fondent en un, qui est le moteur de la transformation du système universitaire. Cette transformation ne peut avoir lieu qu'avec la transformation des œuvres universitaires. C'est pour cela que nous envisageons une initiative le 8 qui rassemblerait à travers les différentes initiatives des milliers d'étudiants et une trentaine d'orgas : se rassembler pour transformer les œuvres, devient une nécessité pour continuer d'aller de l'avant.

Oui, aujourd'hui, nous nous devons de tout faire pour gagner une réelle transformation des œuvres allant dans le sens de nos aspirations, de nos besoins.

Tout faire, cela signifie d'abord et avant tout pour nous, étudiants, décider sur ce que seront les œuvres. Et cette nécessité, elle est claire : c'est à nous, étudiants, de décider, car c'est par la qualité et la politique des œuvres que se construira ou non l'Université nouvelle que nous voulons, dont nous avons besoin.

C'est à nous, étudiants, de décider, car c'est notre vie de tous les jours qui est en jeu et donc notre possibilité de réussir ou non nos études, des les abandonner ou pas.

De plus, pourrions aujourd'hui ne pas décider de ce que seront les œuvres, alors que depuis leur création, nous participons paritairement à leur gestion?

Oui, nous devons être à l'origine d'un large débat autour de toutes les questions concernant de près ou de loin les œuvres universitaires. Nous ne pouvons accepter que qui que ce soit nous mette le couteau sous la gorge. Aujourd'hui, je le disais tout à l'heure, le Ministère veut aller vite, refusant de fait une réelle concertation.

Ne nous méprenons pas : au-delà de ses intentions et de ses projets sur telle ou telle question, refuser la concertation ou la confiner à quelques jours, c'est affirmer : "les œuvres, ce n'est pas l'affaire des étudiants, vous n'avez pas votre mot à dire".

Et ça franchement, nous ne pouvons l'accepter. Il nous faut donc nous donner les moyens de créer un large débat chez les étudiants, mais aussi de rassembler tous ceux qui, dans l'enseignement supérieur, dans le pays, sont concernés par une Université de masse, une Université qualifiante débouchant sur un métier pour chaque étudiant.

Et, c'est pour cela que l'échéance au 15 décembre pour la réforme des œuvres est inacceptable. C'est en fait à nous de décider des échéances sur les œuvres.

Gagner l'Université nouvelle, l'Université de l'an 2 000 passera donc nécessairement par repousser dans le plus large rassemblement les échéances qu'on tente de nous imposer.

Mais plus précisément, il nous faut aussi réfléchir aux étapes qui nous conduiront à gagner la transformation des oeuvres universitaires. Et franchement, ce n'est pas une petite question, car notre activité, dans ce domaine, loin d'être négligeable ne peut cependant nous suffire. Trop peu d'étudiants se sentent aujourd'hui concernés par les oeuvres, leurs services, leurs missions et leur avenir. Trop peu d'étudiants se rendent compte de la place pourtant déterminante des oeuvres universitaires, dans leur vie quotidienne, dans leurs études.

Et pourtant, l'Université nouvelle que nous voulons, nous concerne tous, et une mauvaise réforme des oeuvres nous frapperait tous, bien au-delà des simples boursiers et résidents. Ce qui est en jeu, c'est non seulement une politique sociale mais aussi notre capacité à décider de nos affaires, de notre vie et de notre avenir. Et cela concerne réellement tous les étudiants.

Nous avons donc la responsabilité de faire que tous les étudiants concernés appréhendent l'ampleur des problèmes posés. C'est en effet la première condition à un débat d'ampleur, à un débat efficace, à la volonté affirmée de décider à l'Université.

Mais nous avons aussi la responsabilité d'associer à partir de nos actions et de ce débat toutes les organisations et tous ceux qui luttent d'une manière ou d'une autre contre le chômage, contre les sous-qualifications et les gaspillages. Eux aussi sont concernés par l'avenir des oeuvres, car c'est l'avenir de l'Université et son rôle moteur dans le pays qui sont en cause.

C'est alors tous ensemble que nous devons élaborer nos propositions pour une juste et efficace transformation des oeuvres. Oui, c'est tout ensemble que nous devons gagner. Les objectifs que nous nous fixons nécessitent une rigueur, un sérieux, une discussion importante qui doivent marquer ce dernier trimestre 1984.

Nous l'avons dit, pas un seul étudiant, de Nice, de Clermont, de Lille à Caen n'est pas concerné par tout ou partie des questions posées par la transformation des oeuvres universitaires. Non pas qu'un étudiant soit directement touché par "oeuvre universitaire", par "CROUS" ou par CNO, le passif en ce domaine est trop important, mais parce que chaque étudiant, sur chaque question de sa vie à l'Université, de sa formation à l'animation, du journal d'association au restau-U est concerné, touché par la question de la démocratisation de l'enseignement supérieur, touché par tous les aspects qui constituent sa vie à l'Université, bref, touché par les manifestations concrètes des oeuvres universitaires.

Mais cette question de notre vie à l'Université, question que nous appelons aujourd'hui les oeuvres universitaires risque justement de ne pas être posée !

Imaginez un seul instant que sur tout ce qui marque votre vie, où vous dormez, dans quelles conditions, où vous mangez, comment et quoi et tout simplement "si" vous mangez ; les films que vous allez voir au cinéma, les jeux que vous avez, les courses que vous faites, la façon dont vous vous habillez, hé bien, sur tout cela pas la peine de vous poser des questions, c'est réglé d'avance !

De la fiction direz-vous, peut être, mais que cela soit définitivement de la fiction, seule notre intervention, notre capacité à rassembler le décidera.

Les inquiétudes sur l'avenir des oeuvres universitaires sont aujourd'hui trop pesantes, leur devenir trop flou pour que nous ne fassions pas du rassemblement large des étudiants notre action prioritaire.

Gagner cette démarche collective, gagner ce besoin d'intervenir, cette soif de savoir chez l'ensemble des étudiants, c'est la garantie d'un réel débat, c'est la garantie que nous pouvons établir une grande concertation.

Vous le constatez, il s'agit bien là d'un objectif et d'un objectif ambitieux, parce que voyez-vous faire débattre d'ici quelques jours à un mois des centaines de milliers d'étudiants cela ne se fait pas par une numéro de claquettes ni par une simple décision du Bureau National ; cela je le disais tout à l'heure, nécessite une rigueur, un sérieux, une discussion importante. Donnons-nous tous les moyens de gagner ce débat, repoussons l'échéance fixée arbitrairement par le ministère de l'éducation nationale, cela ce soit être une seule question qui concerne, qui traverse tout ce qu'on a mis en place depuis la rentrée, toutes les commissions qui existent, toutes celles qu'on doit créer.

Pour gagner ce débat, dès lundi, nous devons créer un grand climat dans nos facs, nous devons mettre réellement l'ambiance en utilisant tous les atouts qui sont à notre disposition. A ce propos, nous pouvons largement utiliser l'ensemble de nos acquis sur les oeuvres universitaires en faisant de ces acquis une question publique importante ; acquis que nous pouvons mettre en corrélation avec les propositions du gouvernement qui se dessinent, ces deux aspects conduisent à la nécessité de se mobiliser très largement.

Ainsi, si le C.N. le décide, nous pouvons ponctuer cette première phase de notre intervention avec un tract national qui reprend ses différents éléments.

Tout en créant cette ambiance, ce climat, utilisons tout de suite les outils que nous possédons. je veux parler de l'enquête nationale, les commissions par secteurs d'activités que nous avons mises en place, les élections au conseil de résidence.

Dès cette semaine, là où nous avons déjà commencé, là où nous n'avons encore rien fait sur cette question, faisons remplir des milliers d'enquêtes. Au porte à porte, en cité -U, dès cette semaine, sur le R.U. de la fac, en amphï, avec la commission bourse.

Nous avons là un atout extraordinaire pour mettre en grand le climat, pour faire s'exprimer très largement les étudiants, pour avancer nos propositions sur la transformation que nous voulons des oeuvres universitaires.

Je le disais, faisons remplir l'enquête dans chaque amphï avec la commission bourse, mais cela, c'est avec chaque commission que nous avons mis en place que nous devons le faire ! Le faire parce que pour chaque activité que créent les étudiants, c'est aussi la question du devenir des oeuvres qui est posée.

Regardez si demain, comme le propose le deuxième rapport Domenach sur l'animation dans les campus, nous assistons par ce qu'ils appellent "pompeusement" l'urbanisation des campus à l'installation de supermarchés, cinéma ... et autres produits extérieurs à nous, que fera la commission animation avec son ciné-club ? Le sens que nous voulons donner à l'animation, de la participation à décision par et pour les étudiants ! bref un fossé immense entre ces deux conceptions ! et c'est bien sûr sur cette question la commission animation la mieux placée parce qu'elle rassemble déjà des étudiants, pour intervenir et rassembler encore plus largement sur cette question.

Je ne dresserai pas maintenant la liste de tous les enjeux qui sont posés par l'avenir des oeuvres universitaires, nous aurons je pense l'occasion dans le débat d'y revenir plus longuement.

Elire, à partir de toutes ces questions qui se posent des délégués de T.D., c'est le troisième temps fort que nous devons avoir. Des délégués, c'est pour les étudiants un outil exceptionnel de se rassembler, d'intervenir, d'agir. C'est de la même façon que nous devons aller en cité universitaire pour préparer les élections au conseil de résidence, élire avec l'enquête, les délégués d'étage qui seront porteurs de toutes les questions que se posent les étudiants.

L'ensemble de ces temps de notre bataille conduit en un large rassemblement qui ne doit sa cohésion qu'à partir des grandes questions qui se posent dans la tête des étudiants.

Pourtant il manque à toute cette dynamique une force nationale, une ouverture sur toutes les forces vives du pays.

C'est pourquoi nous proposons qu'ait lieu à Paris, le 8 Décembre prochain, la coordination nationale des luttes pour la transformation des oeuvres.

Je pense qu'il va falloir bien en discuter, voir tout ce qu'on peut en faire.

Je pense que ce doit être un grand moment pour faire le bilan des actions, des luttes, un grand moment pour l'élaboration des propositions à partir de toutes les luttes, débats qui auront eu lieu dans les facs.

Initiative originale et historique parce qu'elle doit rassembler des centaines d'étudiants, délégués venus de toutes les facs de France porter les aspirations des étudiants, parce qu'elle associera quelques dizaines d'organisations diverses, de la JOC au PSU en passant par les groupes parlementaires, organisations toutes concernées par l'avenir de l'Université, la démocratisation de l'enseignement supérieur, la transformation des oeuvres universitaires et scolaires.

Cette initiative doit décider d'un vote national sur la grande question de la transformation des oeuvres, sur la concertation, sur l'échéance fixée par le ministère.

Du 8 au 20, dix jours pour que s'expriment des centaines de milliers d'étudiants avec toutes les garanties que cela suppose au niveau de la préparation de ces élections.

Vous le constatez, pour nous, pour l'UNEF, notre responsabilité est historiquement engagée, les mois de novembre et décembre doivent être le théâtre de milliers de luttes, le C.N. d'aujourd'hui a une responsabilité toute particulière, alors discutons-en sérieusement et n'attendons pas !

-oOo-